MANIFESTE

Parcoursup : 20 réalités vécues, 20 mesures pour l'équité

Manifeste de la FCPE des Yvelines (FCPE 78)

Notre principe directeur — « Que les chances d'accéder à une formation et d'y réussir dépendent le moins possible de la famille dans laquelle on est né. »

Derrière chacune de nos vingt mesures, il y a une réalité vécue par des jeunes et des familles.

Chaque année, des centaines de milliers de jeunes confient une part de leur avenir à une plateforme. Cette égalité des règles est indispensable. Mais elle ne suffit pas lorsque les conditions de départ sont différentes. L'équité exige de reconnaître ces différences et de corriger les obstacles qui empêchent certains jeunes de choisir, d'accéder aux formations et d'y réussir.

Notre principe est simple à énoncer et exigeant à appliquer : que les chances d'accéder à une formation et d'y réussir dépendent le moins possible de la famille dans laquelle on est né. D'où la conviction qui traverse notre campagne : chaque jeune doit pouvoir comprendre les règles, faire reconnaître son parcours, exercer un véritable choix et disposer des moyens de réussir.

Les mêmes règles ne font pas les mêmes chances

Deux jeunes peuvent déposer leur dossier sur la même plateforme, respecter les mêmes délais et être évalués selon les mêmes critères, tout en ayant grandi dans des conditions très différentes. L'un aura eu des enseignants remplacés, un espace calme pour travailler, des cours particuliers et des parents capables de l'aider à choisir. L'autre aura dû travailler dans le bruit, faire face à des cours non assurés, aider ses proches ou chercher seul les informations. Leur appliquer les mêmes règles au moment de l'admission ne suffit pas à leur donner les mêmes chances. Ce n'est la faute ni des jeunes ni de leurs familles : c'est à l'institution de ne pas transformer ces écarts en verdicts.

Lire les résultats avec leurs conditions

C'est pourquoi les résultats scolaires doivent être regardés avec les conditions dans lesquelles ils ont été obtenus. Il ne s'agit pas de baisser les exigences, mais de

reconnaître les acquis, la progression et les possibilités d'un jeune sans faire comme si tous avaient bénéficié du même accompagnement. Une méthode nationale transparente doit permettre de tenir compte des cours durablement non assurés, de la santé ou de contraintes lourdes, en protégeant les données et sans faire reposer toute la preuve sur les familles. Cela suppose aussi des mises à niveau et un soutien pour ceux qui en ont besoin, afin qu'une difficulté passagère ne ferme pas durablement une porte.

Un accompagnement gratuit et garanti

Préparer une candidature demande du temps, des repères et souvent de l'aide : certains la trouvent à la maison, d'autres la paient, d'autres n'en ont aucune. Lorsque l'accompagnement dépend des ressources familiales, la procédure récompense ceux qui étaient déjà avantagés. Nous demandons donc un accompagnement gratuit et garanti : des rendez-vous individuels pendant le temps scolaire, et un service équivalent pour les jeunes hors lycée, en réorientation ou en reprise d'études.

Choisir suppose de pouvoir choisir

L'équité se joue également dans la possibilité de choisir. Un jeune qui renonce à une formation parce qu'il ne peut pas payer un logement ailleurs n'a pas la même liberté que celui dont les parents peuvent financer un déménagement. Un jeune qui s'interdit certaines études parce qu'il pense qu'elles ne sont « pas pour lui » ne part pas avec les mêmes possibilités que celui qui connaît les filières et leurs débouchés. Un choix n'est réellement libre que lorsqu'on a les informations, les moyens et la confiance nécessaires pour le faire. Cela exige une information fiable, coût réel et accessibilité compris, des règles de vœux qui ne pénalisent pas les plus contraints, et le temps de décider.

L'équité ne s'arrête pas à l'admission

Cette exigence continue après l'admission. Être accepté dans une formation ne garantit pas qu'on pourra la suivre dans de bonnes conditions. Il faut pouvoir se loger, se nourrir, se déplacer, accéder aux cours et disposer de temps pour étudier. Une proposition d'admission doit donc s'accompagner d'une estimation des coûts et des aides mobilisables, de démarches coordonnées et d'un suivi jusqu'à l'inscription effective. Aucun jeune ne devrait perdre une place parce qu'il n'a pas les moyens de l'occuper.

Le droit d'hésiter, de se tromper et de changer de voie

Un système équitable doit laisser le droit d'hésiter, de se tromper et de changer de voie. On ne devrait pas jouer tout son avenir sur une année scolaire difficile, un examen raté ou un choix fait à 17 ans. Les passerelles et les possibilités de reprise d'études doivent

être accessibles à tous, y compris à ceux qui ne peuvent pas financer une année supplémentaire.

Des règles transparentes, contrôlables et évaluées

La confiance suppose enfin la clarté. Les critères de classement, leur pondération et les règles de départage doivent être publiés avant les candidatures et rester stables pendant la campagne ; le rôle des outils automatisés et celui de l'examen humain doivent être expliqués. Chaque critère doit être pertinent, justifié et contrôlable : la réputation d'un lycée ne peut pas servir de raccourci pour juger une personne. Chaque candidat doit pouvoir vérifier son dossier, comprendre les décisions qui le concernent et disposer d'un recours utile et rapide. Pour le départage, nous ne prétendons pas détenir de formule : les options doivent être instruites publiquement et leurs effets mesurés.

La question à poser à un système d'admission est donc : permet-il à chaque jeune de construire son avenir, ou transforme-t-il les avantages et les difficultés de sa famille en portes ouvertes ou fermées ?

Une réforme qui exige des moyens

Nos vingt mesures ne promettent ni un système parfait, ni une admission garantie dans chaque formation demandée. Mais une réforme de la plateforme ne suffit pas. Sans places supplémentaires là où elles sont nécessaires, sans personnels, sans formations publiques de qualité sur tout le territoire, sans bourses, logements, transports et accessibilité, une meilleure procédure continuera à répartir une pénurie.

Ces vingt engagements devront devenir des règles concrètes, dotées de responsables, de moyens, de délais et d'indicateurs publics. Les mécanismes de classement et d'attribution devront être testés et évalués de façon indépendante, non sur une satisfaction moyenne, mais pour vérifier qu'ils réduisent réellement les inégalités et repérer les jeunes qui restent pénalisés. Ils devront être conçus avec celles et ceux qui les vivent : les jeunes, les familles, les professionnels de l'orientation et les personnes ayant des besoins particuliers.

Réformer Parcoursup doit aller de pair avec les moyens d'étudier et de réussir. C'est à cette condition que chaque parcours comptera.

ANNEXE

Les 20 mesures et les 3 garanties communes

01–05 · Candidater sans obstacle

01 Simplifier la candidature — Un tableau de bord clair, étape par étape
02 Garantir un droit à la correction — Alerter, confirmer, corriger vite
03 Accompagner gratuitement chaque candidat — Des rendez-vous individuels pour tous
04 Rendre la plateforme accessible à tous — Accessibilité numérique et aide humaine
05 Garantir une information fiable sur les formations — Des fiches vérifiées, coût réel compris

06–10 · Choisir et être évalué justement

06 Permettre un véritable choix de vœux — Des règles de vœux lisibles et adaptables
07 Publier les règles de classement — Critères et pondérations publiés à l'avance
08 Encadrer les critères de sélection — Des critères justifiés et contrôlables
09 Reconnaître les conditions de scolarité — Lire les résultats avec leur contexte
10 Réduire le poids de l'aide extérieure — Un dossier qui reflète le candidat

11–15 · Des décisions claires et contestables

11 Rendre le départage équitable et explicite — Des règles de priorité publiques et évaluées
12 Vérifier le dossier avant son évaluation — Voir et corriger son dossier à temps
13 Expliquer chaque décision — Une explication individuelle et claire
14 Garantir un recours utile et rapide — Gratuit, rapide, avec réexamen indépendant
15 Rendre l'attente compréhensible — Des repères clairs, sans fausse promesse

16–20 · Les moyens d'étudier et de réussir

16 Donner le temps de choisir et d'anticiper — Un vrai délai pour décider et s'installer
17 Garantir un choix réellement accessible — Locaux vérifiés, accueil préparé
18 Donner les moyens d'accepter sa place — Coûts, aides, logement et transport liés
19 Accompagner jusqu'à l'inscription effective — Un suivi jusqu'à l'inscription
20 Garantir des places et de nouvelles chances — Des places publiques et des passerelles

Trois garanties communes à toutes les mesures

1. Des responsables, des moyens et des délais identifiés. Chaque mesure devient une règle concrète, avec un responsable désigné, un budget, un calendrier de mise en œuvre et des indicateurs publics de suivi.

2. Une évaluation indépendante et publique. Les effets sont mesurés par une instance indépendante et publiés, profil par profil de candidats (origine sociale, territoire, type de lycée, handicap, voie de formation…). Il ne s'agit pas de mesurer une satisfaction moyenne, mais de repérer les groupes qui restent pénalisés et de corriger en conséquence.

3. Une conception partagée. Les outils et les règles sont conçus et testés avec les jeunes, les familles, les professionnels de l'orientation et les personnes ayant des besoins particuliers, avant toute généralisation.

Réformer Parcoursup ne suffit pas : il faut aussi des places, des personnels, des formations publiques de qualité sur tout le territoire, des bourses, des logements, des transports et une accessibilité effective. Sans ces moyens, une meilleure procédure continuera à répartir une pénurie.